



En affaires  
pour vos affaires inc.

# VOTRE VOIX

Résultats du sondage  
Août 2026

Perspectives des  
propriétaires de petites  
entreprises canadiennes



# À propos du sondage Votre Voix

## Objectif et contexte :

Le sondage omnibus Votre Voix, mené par la FCEI tous les deux mois, se concentre sur les enjeux qui comptent le plus pour les propriétaires de PME au Canada. Depuis plus de cinq décennies, la FCEI mobilise la voix collective de ses membres pour développer des stratégies fondées sur des données reflétant les besoins réels des PME.

## Impact :

Nous recueillons nos données directement auprès des membres de la FCEI, afin de refléter leurs priorités adéquatement. Leurs réponses jouent un rôle clé dans l'orientation de notre travail d'influence afin de veiller à ce que les politiques gouvernementales soient alignées avec les besoins en évolution des PME.

## Sondage Votre Voix Août 2026



**Type de sondage :**  
Sondage omnibus en ligne de la FCEI avec accès contrôlé.



**Date du sondage :**  
Du 18 au 31 août 2026.



**Résultats :**  
Basés sur les réponses de 1 577 membres de la FCEI, qui sont propriétaires de PME, et issus de tous les secteurs et de toutes les régions du Canada. À titre de comparaison, un échantillon probabiliste de même taille aurait une marge d'erreur de +/- 2,5 %, 19 fois sur 20.



**Remarque :**  
Dans certains cas, les totaux peuvent ne pas atteindre 100 % en raison de l'arrondissement des données.

## Ce rapport a été préparé par :



Marvin Cruz  
Directeur  
Principal,  
recherche



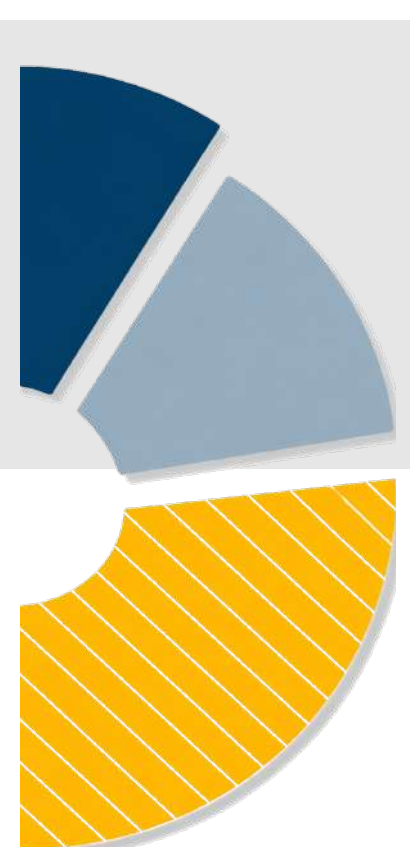
Alchad Alegbeh  
Analyste  
principal de  
recherche



Maliheh Garoosiha  
Analyste de  
données



Bérangère Fouqueray  
Analyste de recherche



# Aperçu du sondage omnibus d'août

## Perspectives sur le démarrage d'une entreprise aujourd'hui

- La moitié des propriétaires de PME ne recommanderaient pas de démarrer une entreprise en ce moment.
- La réticence à recommander de démarrer une entreprise est répandue dans l'ensemble des provinces, atteignant un sommet de 56 % en Colombie-Britannique.
- Les entreprises des secteurs de l'hébergement et de la restauration (61 %), du transport et des services publics (56 %) et de la construction (56 %) sont les plus susceptibles de ne pas recommander de démarrer une entreprise en ce moment.
- Les coûts d'exploitation élevés et l'incertitude économique sont les principales raisons pour lesquelles les propriétaires d'entreprise estiment que ce n'est pas un bon moment pour démarrer une entreprise, près de neuf sur dix citant chacun de ces facteurs (88 % et 86 %, respectivement).

## Santé financière et perspectives entrepreneuriales

- Bien que la plupart des propriétaires décrivent l'état de santé général de leur entreprise comme étant moyen ou meilleur, environ un sur cinq (22 %) le qualifie de mauvais ou de critique.
- Les propriétaires d'entreprise sont de moins en moins susceptibles de recommander de démarrer une entreprise à mesure que leur santé financière se détériore.

## Vote sur le mandat

**Garanties personnelles pour le financement des PME :** La plupart des propriétaires d'entreprise appuient l'élimination des garanties personnelles pour les prêts accordés dans le cadre du Programme de financement des petites entreprises du Canada, reflétant les préoccupations liées aux risques financiers personnels et à l'entrepreneuriat.

**Seuil de minimis du Canada :** Les propriétaires d'entreprise sont divisés quant à l'élimination de l'exemption de droits de douane de minimis du Canada pour les importations de faible valeur, ce qui met en lumière des préoccupations concurrentes liées à la compétitivité, aux coûts pour les consommateurs et à l'abordabilité.



Découvrir plus  
de données



Provinces



Taille  
d'entreprise

Aperçu des  
données

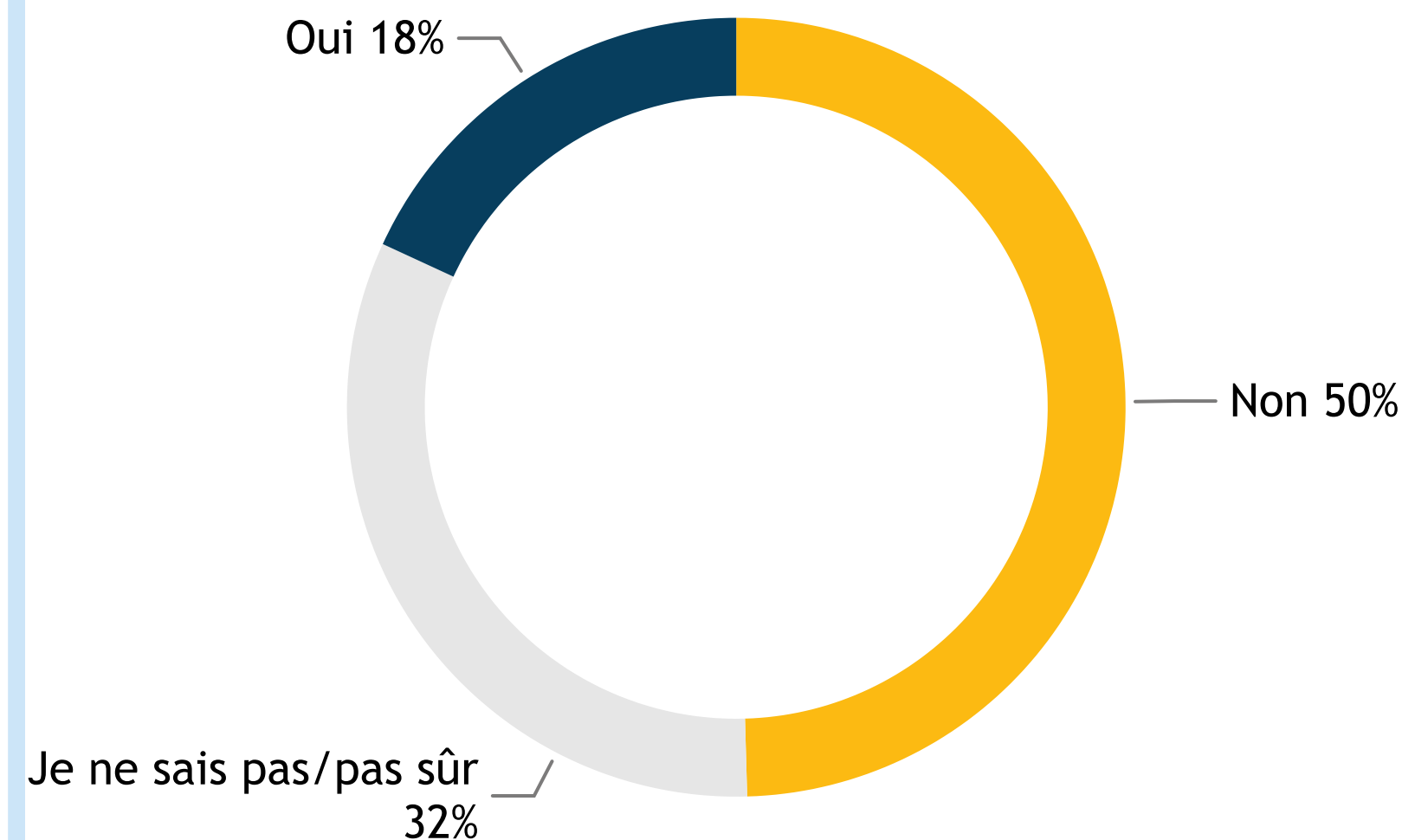
# Perspectives sur le démarrage d'une entreprise aujourd'hui



# La moitié des propriétaires de PME ne recommanderaient pas de démarrer une entreprise en ce moment

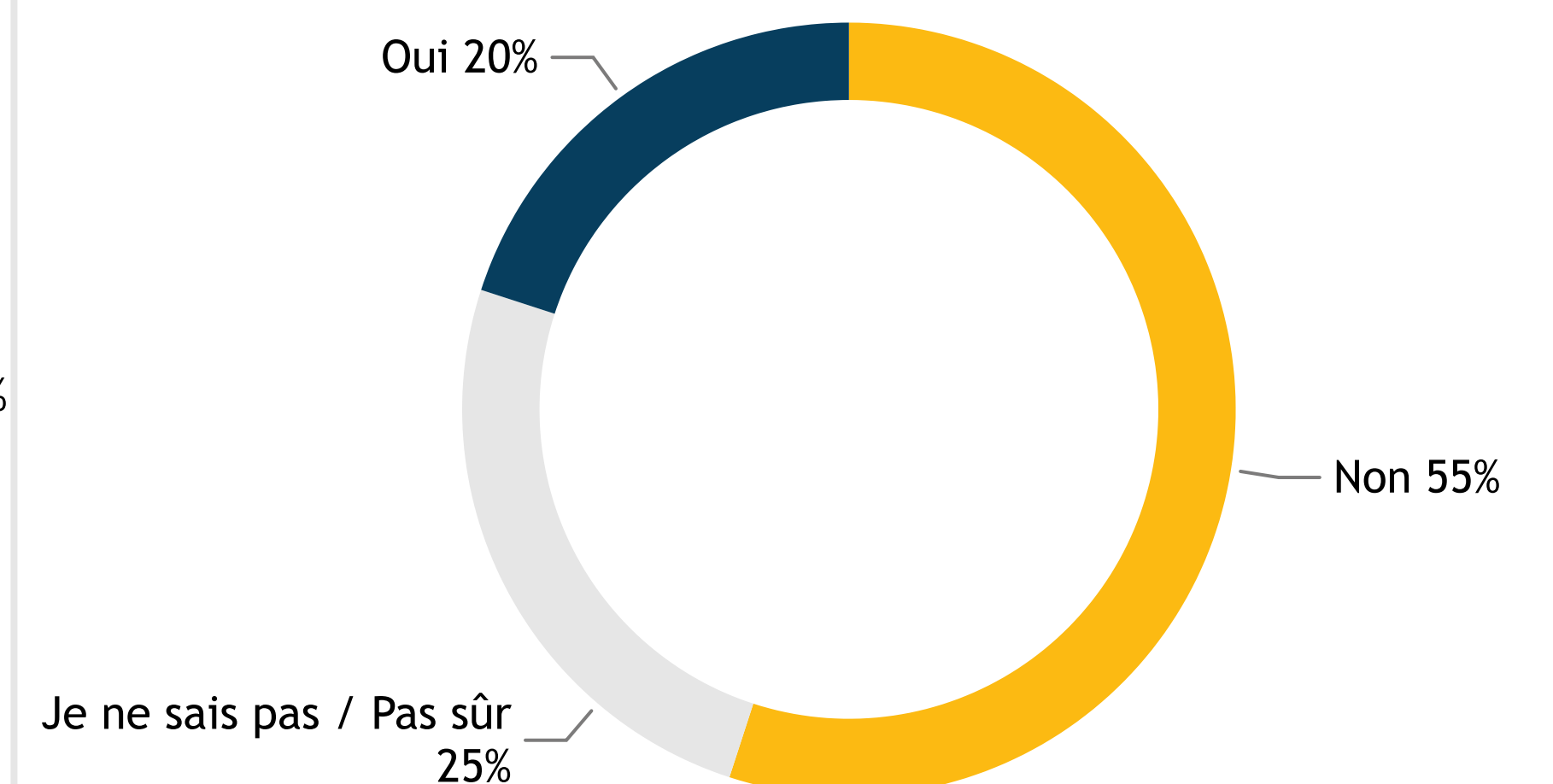
*Perspectives des propriétaires d'entreprise sur le démarrage d'une entreprise en ce moment*

Août 2026



1 562 Réponses

Octobre 2025



2 548 Réponses

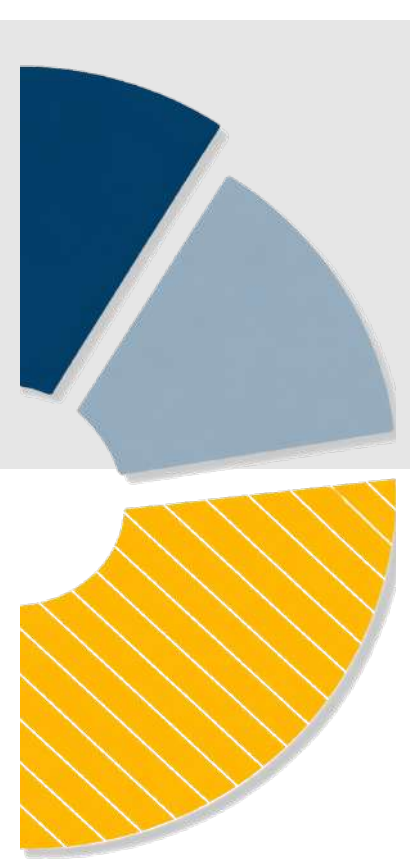


Malgré une légère amélioration depuis octobre 2025, les propriétaires d'entreprise demeurent prudents à l'égard de l'entrepreneuriat. La moitié ne recommanderaient toujours pas de démarrer une entreprise aujourd'hui, tandis que l'incertitude croissante a fait augmenter la proportion de ceux qui demeurent indécis.

Question : Conseilleriez-vous à quelqu'un de démarrer une entreprise en ce moment ? (Sélectionner une seule réponse)

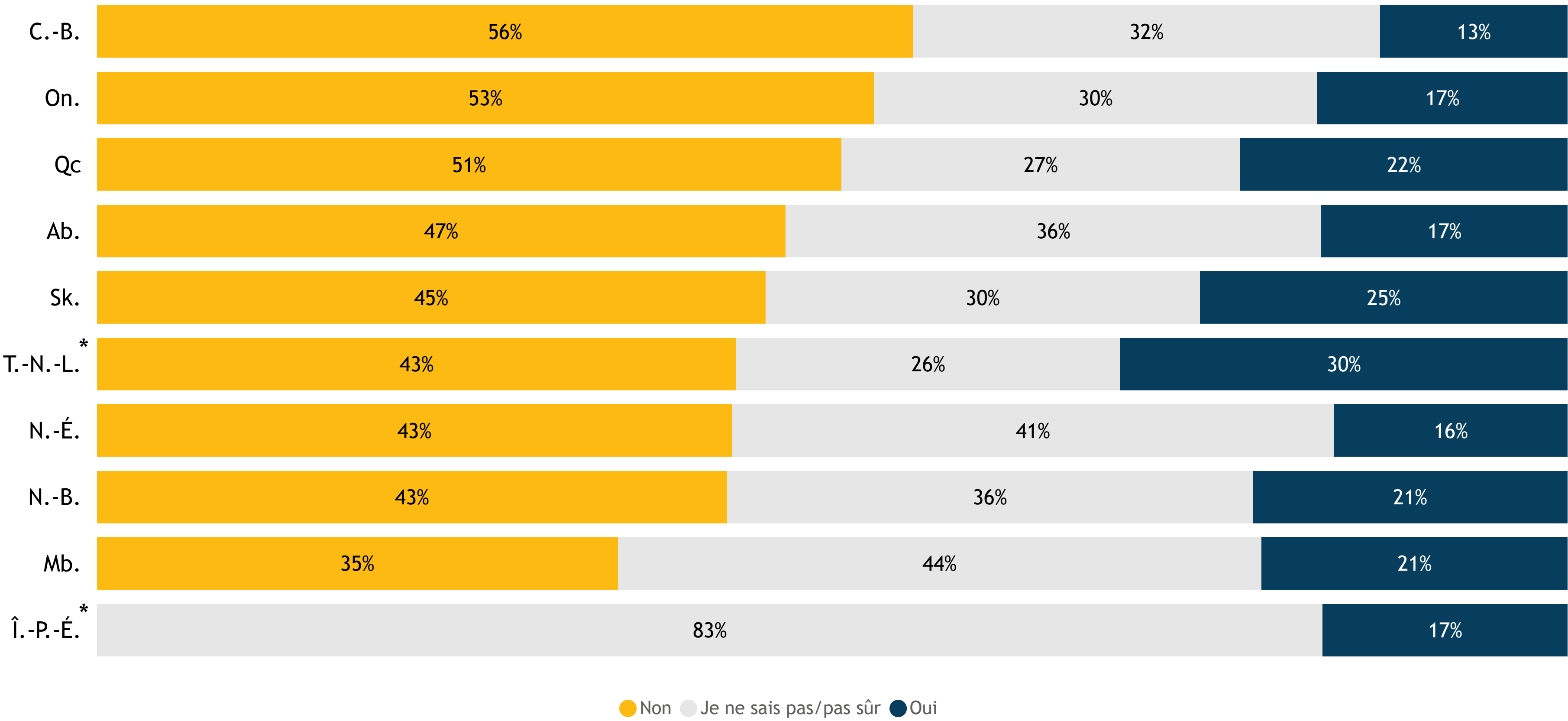
Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.

Source: FCEI, Sondage Votre Voix - octobre 2025, du 9 au 24 octobre, 2025, résultats finaux.



# La réticence à recommander de démarrer une entreprise est répandue dans l'ensemble des provinces, atteignant un sommet de 56 % en Colombie-Britannique

Perspectives des propriétaires d'entreprise sur le démarrage d'une entreprise en ce moment, par province

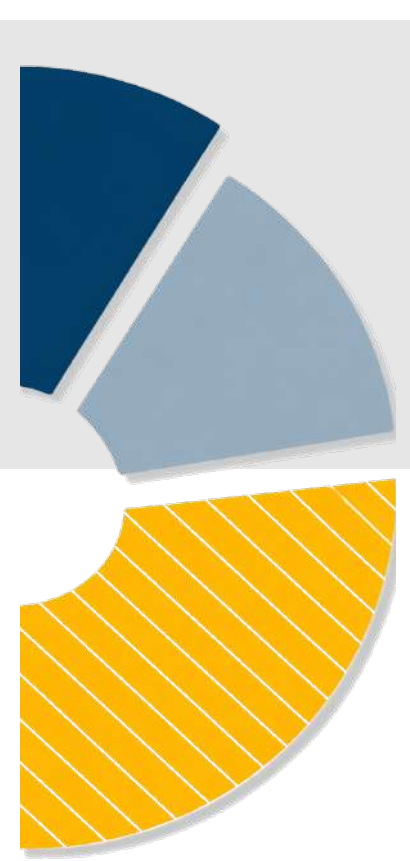


1 562 Réponses

Question : Conseilleriez-vous à quelqu'un de démarrer une entreprise en ce moment ? (Sélectionner une seule réponse)

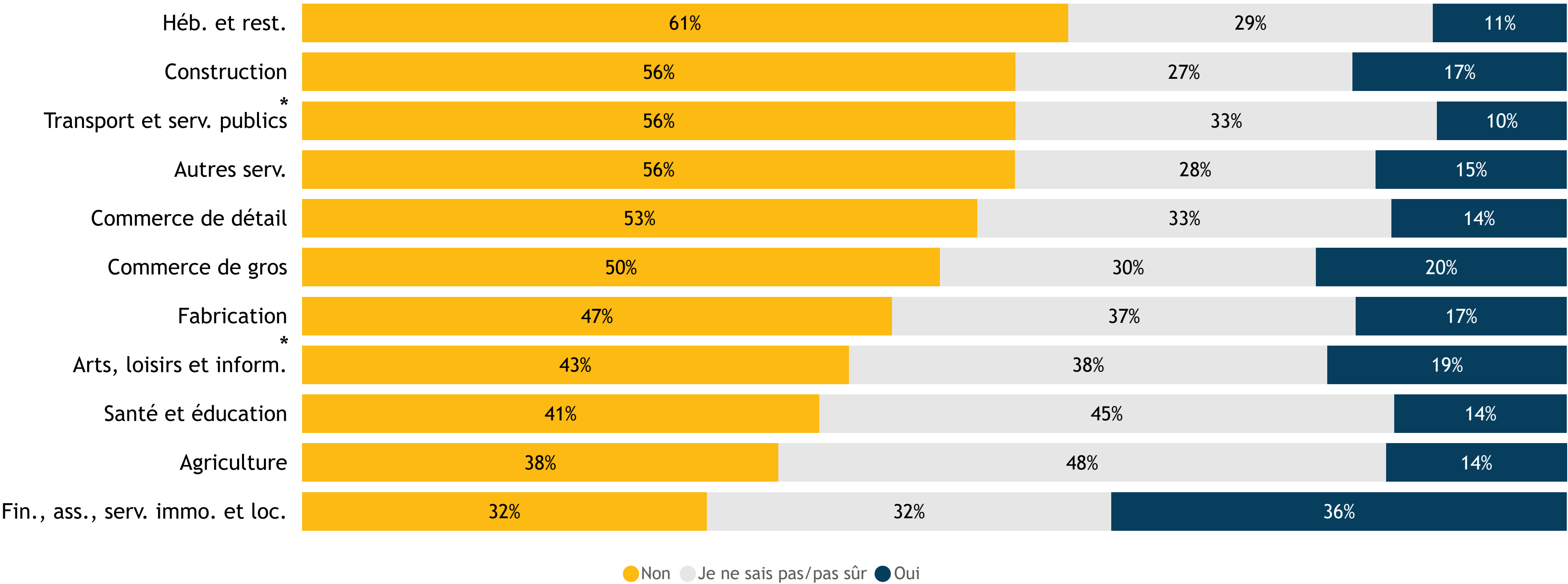
Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.

Remarque : \*Taille d'échantillon < 40.



# Les entreprises des secteurs de l’hébergement et de la restauration (61 %), de la construction (56 %) et du transport et des services publics (56 %) sont les plus susceptibles de ne pas recommander de démarrer une entreprise en ce moment

Perspectives des propriétaires d’entreprise sur le démarrage d’une entreprise en ce moment, par secteur



1 562 Réponses

Question : Conseilleriez-vous à quelqu’un de démarrer une entreprise en ce moment ? (Sélectionner une seule réponse)

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.

Remarque : \*Taille d'échantillon < 40.

# Les coûts d'exploitation élevés (88 %), l'incertitude économique (86 %), les taxes et impôts (65 %) et la réglementation gouvernementale (53 %) sont les principales raisons pour lesquelles les propriétaires d'entreprise estiment que ce n'est pas un bon moment pour démarrer une entreprise



Parmi les propriétaires d'entreprise qui estiment que ce n'est pas un bon moment pour démarrer une entreprise, l'environnement entrepreneurial actuel est perçu comme étant difficile à plusieurs égards. Les pressions économiques et celles liées aux politiques publiques contribuent toutes deux à la perception selon laquelle le contexte actuel est défavorable au démarrage d'une entreprise.

## Raisons pour lesquelles les propriétaires d'entreprise estiment que ce n'est pas un bon moment pour démarrer une entreprise



769 Réponses

Question : Pourquoi estimez-vous que ce n'est pas un bon moment pour démarrer une entreprise ? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.

# Santé financière et perspectives entrepreneuriales

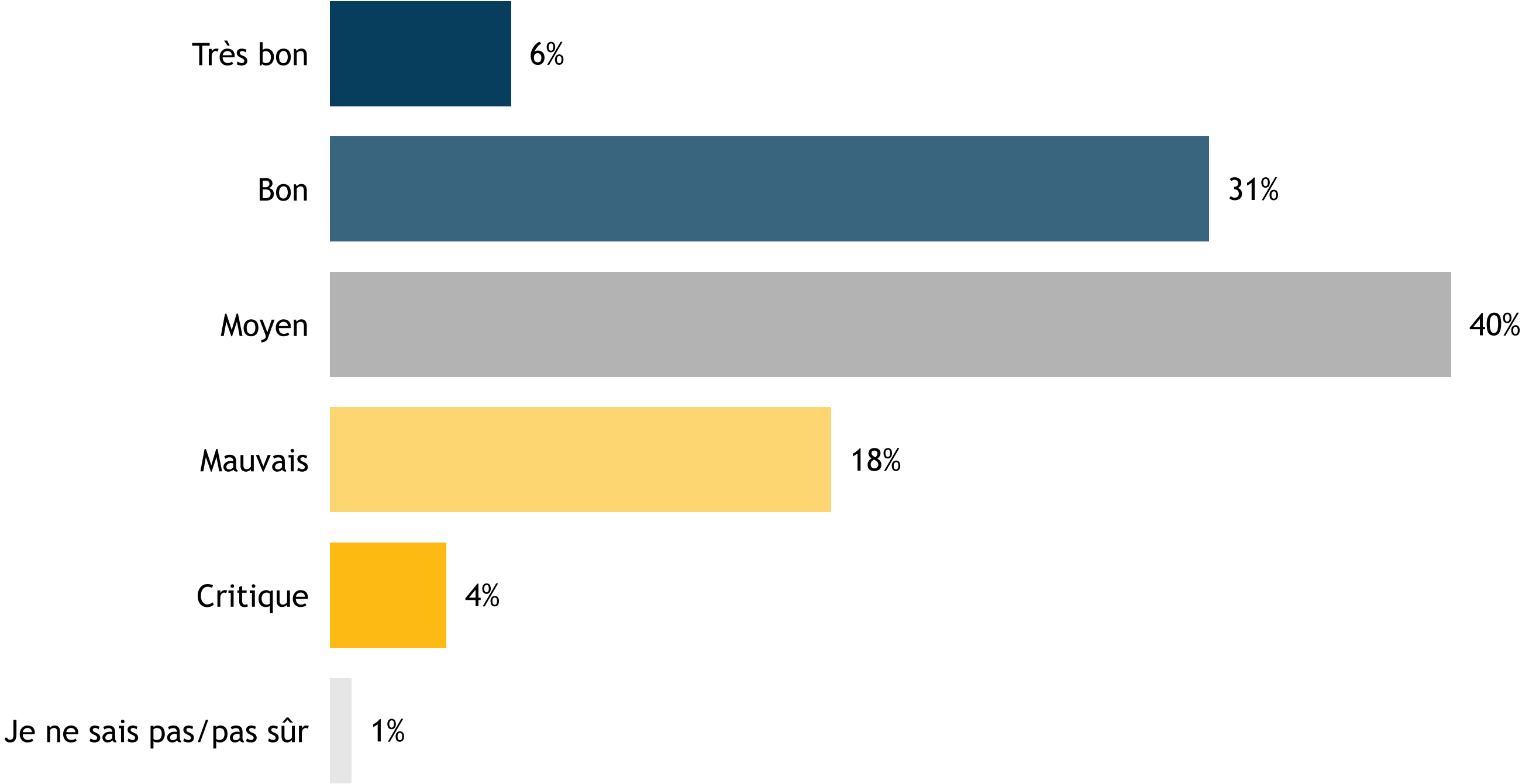


Bien que la plupart des propriétaires décrivent l'état de santé général de leur entreprise comme étant moyen ou meilleur, environ un sur cinq (22 %) le qualifie de mauvais ou de critique



Les résultats dressent un portrait partagé de la santé financière des petites entreprises. Bien que la plupart des entreprises considèrent leur santé financière comme étant moyenne ou meilleure, les pressions financières demeurent une préoccupation importante pour une proportion considérable de petites entreprises.

Perceptions des propriétaires d'entreprise quant à l'état de santé général de leur entreprise



1 575 Réponses

Question : Comment décririez-vous l'état de santé général actuel de votre entreprise (liquidités, situation financière, satisfaction des employés/clients, systèmes et processus, etc.) ? (Sélectionner une seule réponse)

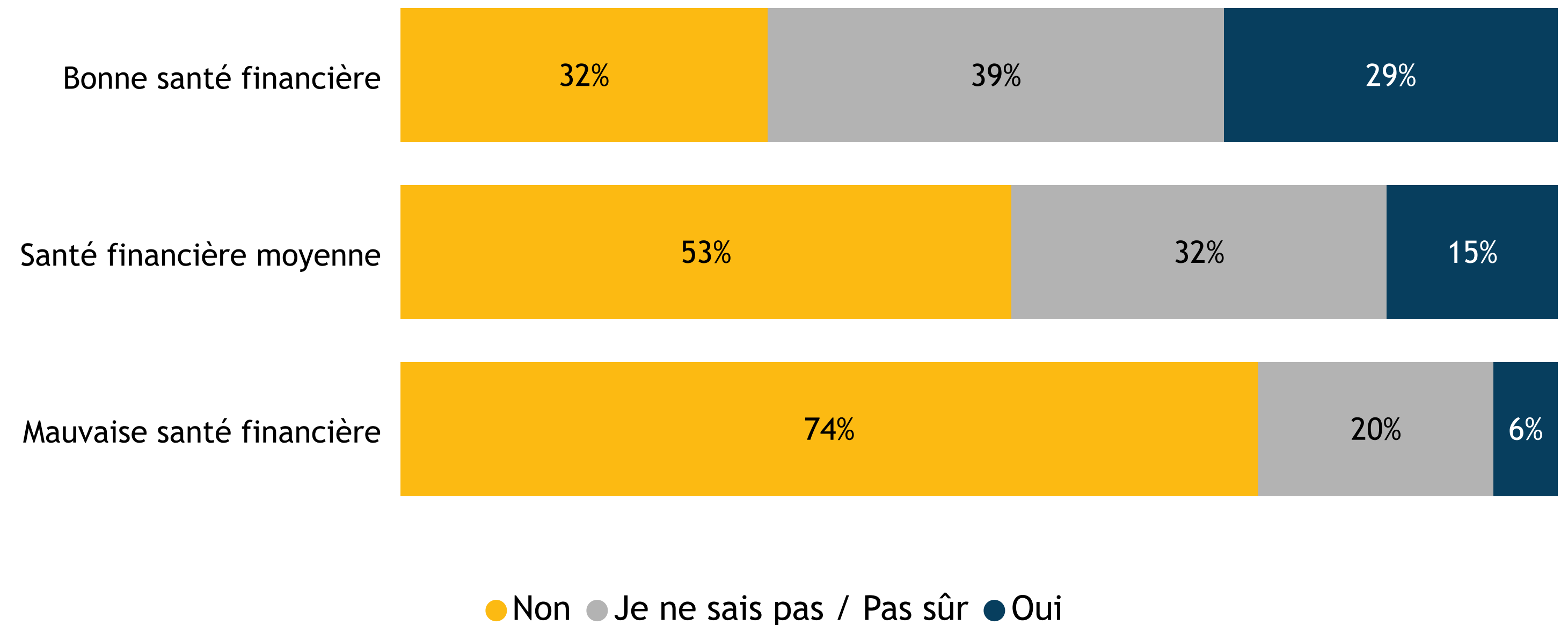
Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.

# Les propriétaires d'entreprise sont de moins en moins susceptibles de recommander de démarrer une entreprise à mesure que leur santé financière se détériore

*Perspectives des propriétaires d'entreprise sur le démarrage d'une entreprise, selon leur santé financière*



Les résultats suggèrent que la perception des propriétaires d'entreprise à l'égard du démarrage d'une entreprise est étroitement liée à leur propre situation financière. Les propriétaires d'entreprise confrontés à des difficultés financières sont beaucoup plus susceptibles de déconseiller de démarrer une entreprise. Cette proportion passe de 32 % chez les entreprises en bonne santé financière à 74 % chez celles en mauvaise santé financière.



1 562 Réponses

Question 1 : Comment décririez-vous l'état de santé général actuel de votre entreprise (liquidités, situation financière, satisfaction des employés/clients, systèmes et processus, etc.) ?

Question 2 : Conseilleriez-vous à quelqu'un de démarrer une entreprise en ce moment ? (Sélectionner une seule réponse)

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.

# Résultats du Vote sur le mandat : Perspectives sur les principaux enjeux de politiques publiques



# Les propriétaires d'entreprise sont favorables à l'élimination des garanties personnelles pour les prêts accordés dans le cadre du Programme de financement des petites entreprises du Canada, bien qu'une proportion importante demeure indécise ou s'y oppose

*Question : Le Programme de financement des petites entreprises du Canada devrait-il éliminer l'utilisation d'un cautionnement personnel sur les prêts aux petites entreprises?*

**Contexte :**

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada aide les petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel brut est inférieur ou égal à 10 millions de dollars à obtenir des prêts auprès d'institutions financières en partageant les risques avec les prêteurs. Dans le cadre du programme, le gouvernement du Canada garantit 85 % du montant des prêts.

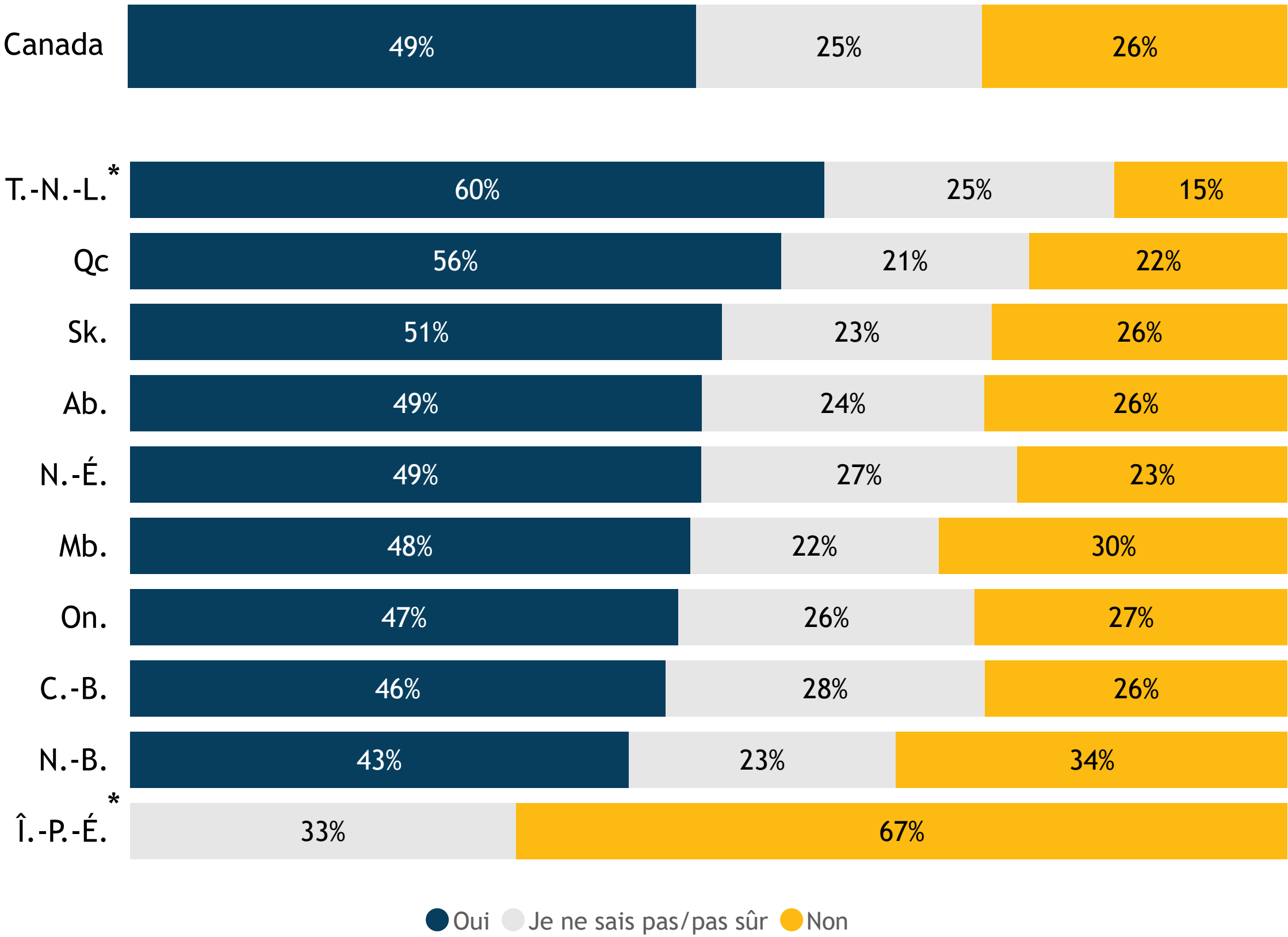
Les prêteurs peuvent exiger un cautionnement personnel lorsqu'un propriétaire de PME présente une demande au programme. Cela signifie que ses actifs personnels (p. ex. sa résidence principale ou ses placements) pourraient être saisis en cas de défaut de paiement. Certains intervenants estiment que les cautionnements personnels exigés dans le cadre du programme devraient être abolis, puisque les prêts sont déjà garantis par le gouvernement fédéral. Si les cautionnements personnels étaient éliminés, les prêteurs pourraient quand même se rembourser à même les actifs de l'entreprise, mais ils ne pourraient généralement pas saisir les actifs personnels du propriétaire pour récupérer un solde impayé.

**Pour :**

- Éliminer les cautionnements personnels améliorerait l'accès au financement des entrepreneurs qui ne possèdent pas d'actifs personnels importants et faciliterait ainsi le démarrage ou la croissance de leur entreprise.
- Réduire le risque financier personnel encouragerait l'entrepreneuriat et la création d'entreprises.

**Contre :**

- Les cautionnements personnels permettent de s'assurer que les emprunteurs partagent le risque financier associé à leur entreprise, ce qui favorise des décisions d'emprunt et d'affaires plus prudentes.
- Éliminer les cautionnements personnels pourrait accroître les pertes pour les prêteurs, ce qui pourrait entraîner une hausse des coûts d'emprunt et réduire la disposition des institutions financières à prêter aux petites entreprises.



1 474 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.  
Remarque : \*Taille d'échantillon < 40.

# Aucun consensus clair ne se dégage parmi les propriétaires d'entreprise quant à savoir si le Canada devrait mettre fin à son exemption de droits de douane (seuil de minimis) pour les importations de faible valeur

Question : Le Canada devrait-il supprimer son exemption de droits de douane pour les colis importés de faible valeur (c.-à-d. exemption de minimis)?

Contexte :

Avec la croissance du commerce en ligne, les consommateurs et les entreprises achètent plus de produits de vendeurs internationaux. Pour cette raison, l'Union européenne (UE) a supprimé son seuil de minimis, qui exemptait de droits de douane les colis d'une valeur inférieure à 150 €. Elle impose plutôt un droit de 3 € par catégorie de produit. Ce montant est payé par le consommateur au moment de l'achat ou à la livraison. Par exemple, un colis contenant des produits de 3 catégories serait assujéti à des droits de 9 €.

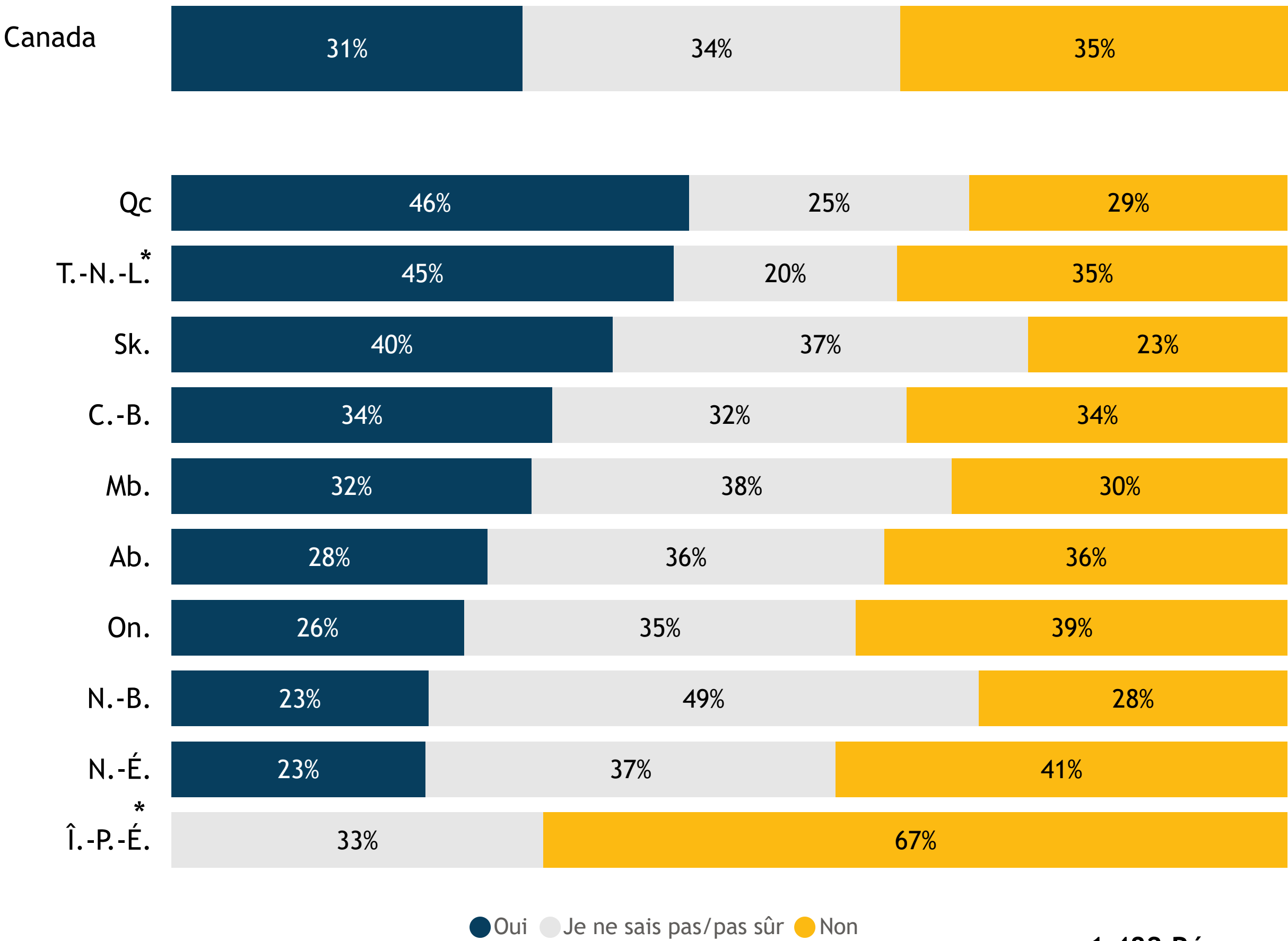
Au Canada, les colis d'une valeur inférieure à 150 \$ provenant des États-Unis ou du Mexique sont généralement exemptés de droits en vertu de l'exemption de minimis. Pour les colis provenant d'autres pays, l'exemption s'applique aux envois d'une valeur inférieure à 20 \$. Certains estiment que le Canada devrait suivre l'exemple de l'UE et abolir ces seuils, afin que des droits puissent être appliqués à tous les colis importés, peu importe leur valeur.

Pour :

- L'imposition de droits de douane sur les colis de faible valeur favoriserait une concurrence plus équitable entre les entreprises canadiennes et les vendeurs étrangers.
- Les recettes provenant de ces droits aideraient à compenser le coût du traitement des envois internationaux par les douaniers.

Contre :

- Les droits de douane sur les colis de faible valeur augmenteraient les coûts pour les consommateurs et aggraverait les problèmes d'abordabilité.
- Elles réduiraient le choix offert aux consommateurs en limitant l'accès à des produits internationaux lorsqu'il n'existe pas d'équivalent canadien.



1 482 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - août 2026, du 18 au 31 août, 2026, résultats finaux.  
Remarque : \*Taille d'échantillon < 40.

# Voix des membres

## Conditions d'affaires

Les taxes et impôts, les coûts liés à la main-d'œuvre, les assurances, le carburant, les matériaux, les services publics et l'ensemble des coûts d'exploitation continuent d'augmenter, tandis que les entreprises doivent absorber une part croissante de ces coûts. Il devient de plus en plus difficile de demeurer concurrentiel, d'investir dans nos entreprises et d'offrir des emplois bien rémunérés lorsque le simple fait d'exploiter une entreprise coûte toujours plus cher.

*Construction, Ont., 20 à 49 employés*

## Conditions d'affaires

La plupart de mes clients, y compris mon entreprise, ont connu une baisse de leurs ventes. Les entreprises éprouvent des difficultés et espèrent que la situation s'améliorera.

*Services professionnels, C.-B., 0 à 4 employés*

## Conditions d'affaires

Les hausses constantes des prix de nos fournisseurs nous empêchent de concurrencer les prix des grandes surfaces ou même de paraître concurrentiels, tandis que les taxes et impôts gouvernementaux sont hors de contrôle.

*Gestion d'entreprises et services administratifs, Ont., 0 à 4 employés*

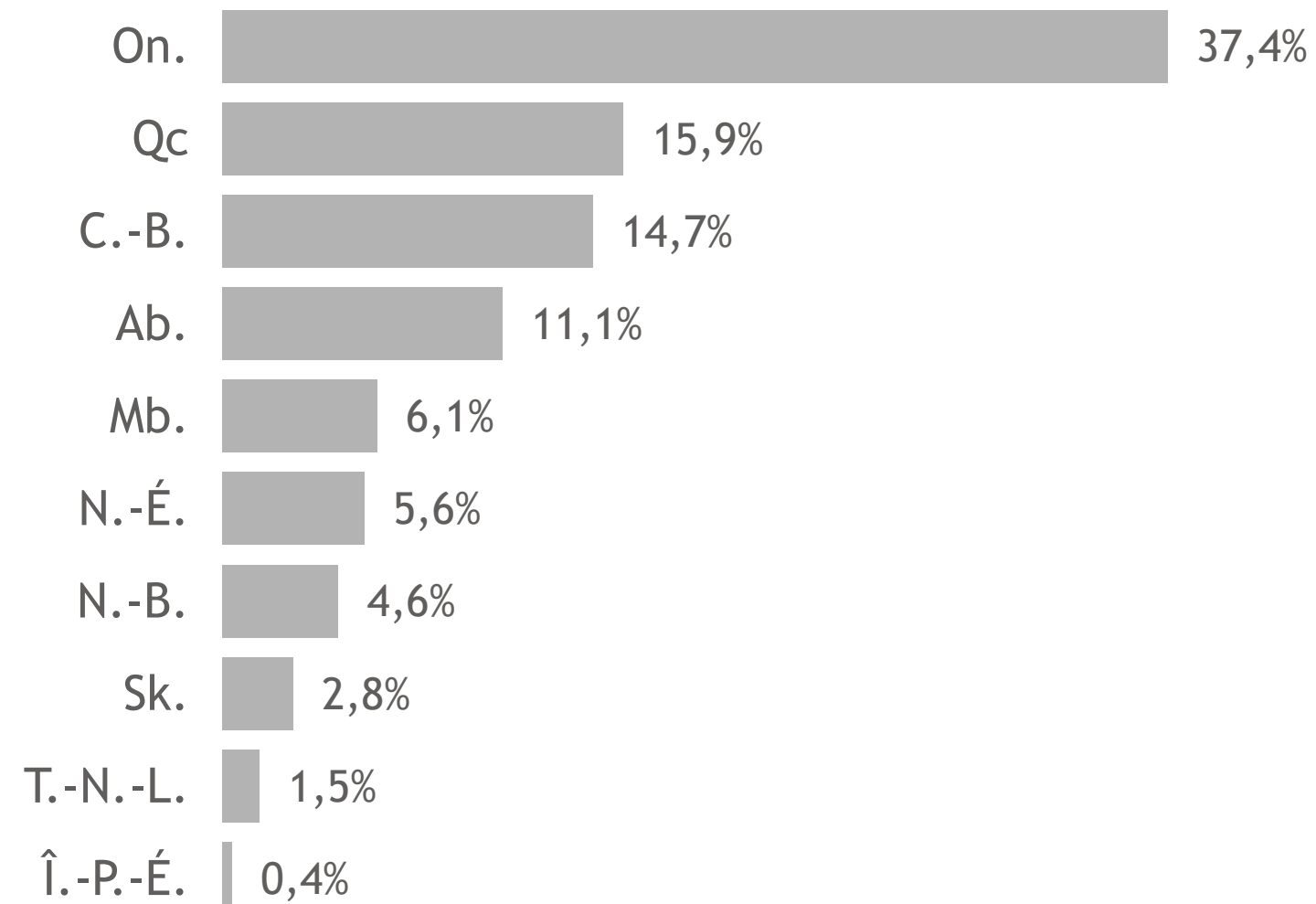
## Défis liés à l'exploitation d'une entreprise

Le défi ne réside pas dans un coût ou une réglementation en particulier, mais dans leur accumulation. Chaque exigence peut sembler raisonnable prise isolément, mais ensemble, elles mobilisent du temps qui pourrait autrement être consacré aux clients, aux employés, à l'innovation et à la gestion de l'entreprise.

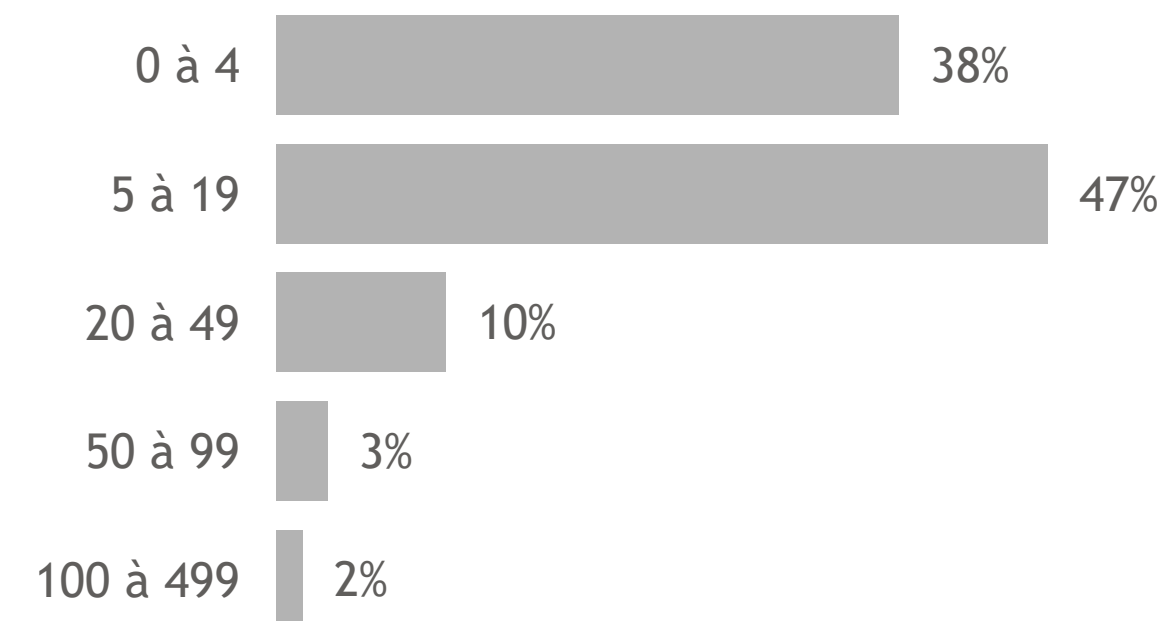
*Services professionnels, C.-B., 0 à 4 employés*

# Annexe : Profil des répondants

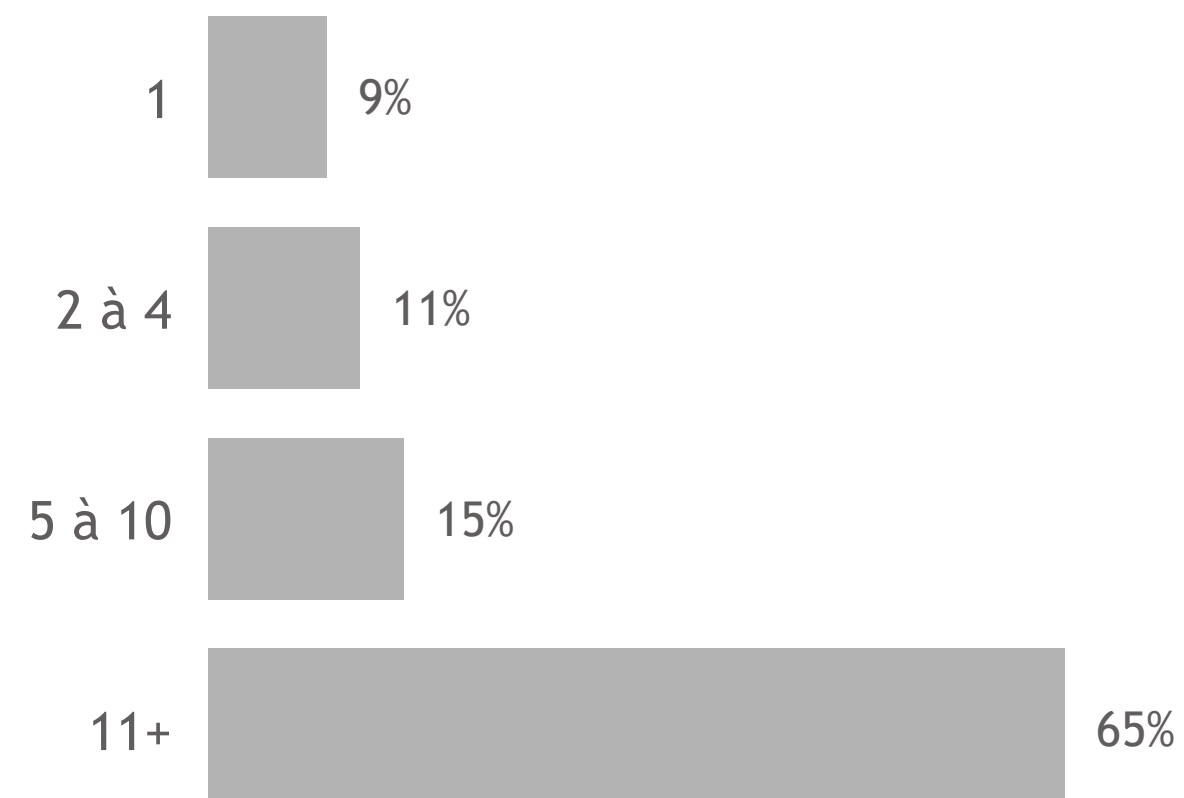
## Par emplacement de l'entreprise



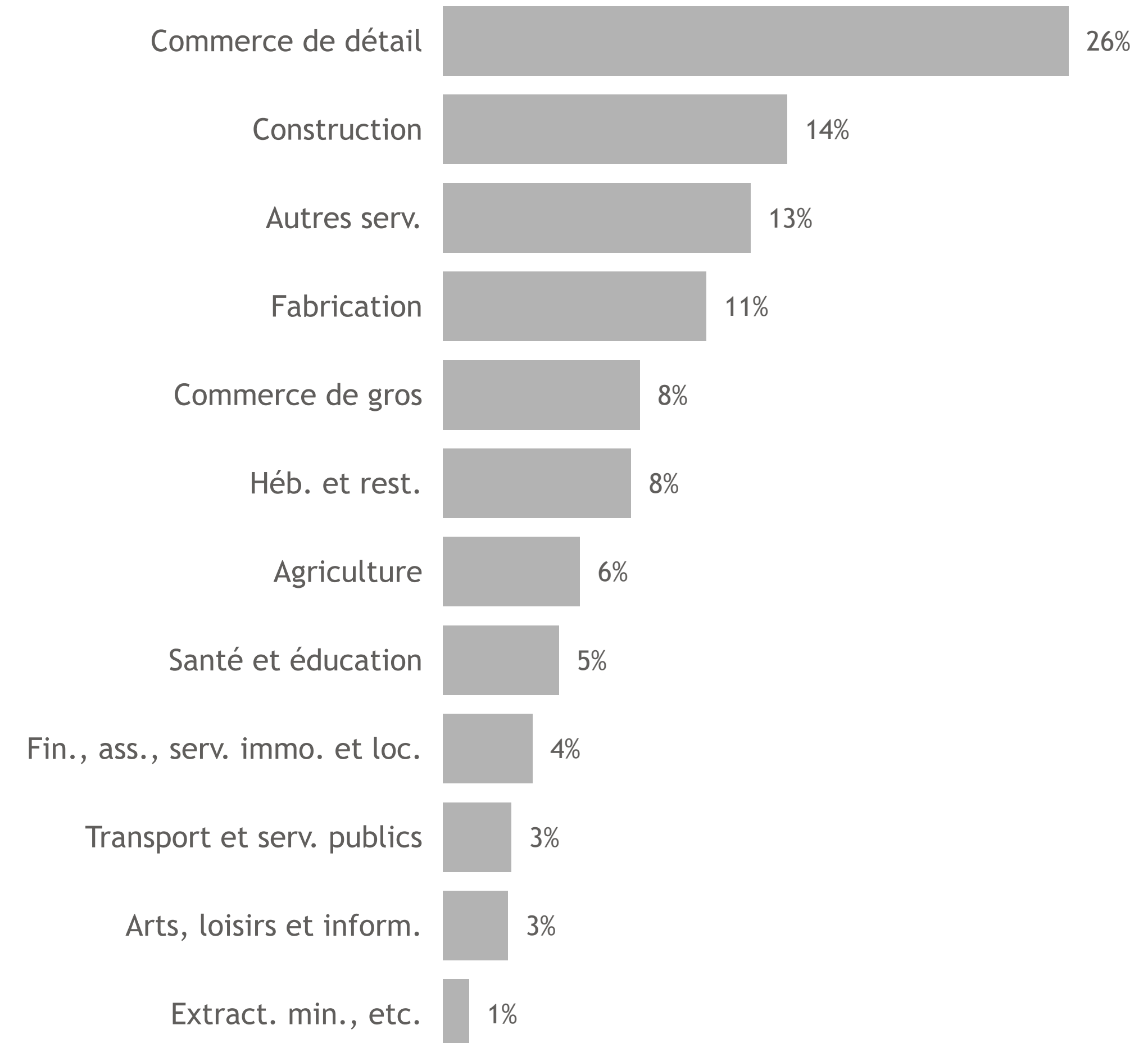
## Par nombre d'employés



## Par années d'activité



## Par secteur d'activité



# Publications vedettes et données clés sur les PME de la FCEI



## Baromètre des affaires<sup>MD</sup> mensuel

Ce sondage FCEI analyse la confiance, les attentes et les perspectives des chefs de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires.



## Le pouls des entreprises

T3 2025 - L'entrepreneuriat canadien se consolide : travailleurs autonomes, entreprises actives, créations & fermetures, et insolvabilités



## Les postes vacants dans le secteur privé au Canada

Le taux de postes vacants du secteur privé canadien s'est maintenu à 2,8% au T4 2025, et n'a connu aucune variation sur une base annuelle ou trimestrielle.



À propos de nos recherches

La FCEI propose des données et des analyses concrètes qui permettent aux petites entreprises de naviguer dans un environnement d'affaire complexe et de tirer parti des opportunités.

# Questions ou demandes de données

# Informations supplémentaires



## Simon Gaudreault

Économiste en chef et vice-président,  
Recherche

[Simon.Gaudreault@fcei.ca](mailto:Simon.Gaudreault@fcei.ca)



## Alchad Alegbeh

Analyste principal de recherche

[Alchad.Alegbeh@fcei.ca](mailto:Alchad.Alegbeh@fcei.ca)

## Toutes les recherches de la FCEI



[fcei.ca/recherche](https://fcei.ca/recherche)



[@CFIB\\_FCEI\\_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)



[recherche@fcei.ca](mailto:recherche@fcei.ca)



Nous sommes là pour vous aider !

Pour toute question ou demande d'information supplémentaire, nous sommes à votre disposition.